



Paris, le 22 juin 2006

Communiqué

**Etats généraux de la condition pénitentiaire :
Conférence de presse**

Etats généraux de la condition pénitentiaire :

Distribution des questionnaires aux personnes détenues à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis

Après un mois de consultation et à l'occasion de la distribution de près de 3 500 questionnaires par les délégués du Médiateur de la République aux personnes détenues de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, nous vous convions à une **conférence de presse** qui se tiendra, en présence de Gabriel Mouesca, président de l'OIP-section française, de Laurent Legret, secrétaire régional de la CGT pénitentiaire, ainsi que de représentants du SNEPAP-FSU et d'Emmaüs France :

**Vendredi 23 juin à 15h
Devant la Maison d'arrêt des hommes
de Fleury-Mérogis
(7, avenue des Peupliers)**

Le 24 mai dernier, l'ancien garde des Sceaux, Robert Badinter, ainsi que les 11 organisations partenaires* des Etats généraux de la condition pénitentiaire, ont lancé une consultation individuelle des acteurs du monde judiciaire et pénitentiaire, avec le soutien du Médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye et de l'institut de sondage BVA. Cette consultation, qui concerne, les personnes détenues et leurs familles, les magistrats, les avocats, les personnels pénitentiaires, les intervenants en milieu carcéral ou les structures en charge de l'accueil des sortants de prison, a débuté le 25 juin et prendra fin le 31 juillet.

Depuis le 6 juin, les délégués du Médiateur remettent le questionnaire en main propre aux personnes détenues. 25 000 questionnaires ont été ainsi distribués à ce jour, et près de 5 000 ont déjà été retournés. Lors de cette conférence, des représentants des Etats généraux dresseront un premier bilan de la participation à cette consultation.

Pour confirmation : *Galatée de Laubadère*, 06 50 73 29 20 ou 01 44 52 87 90

*Confédération générale du travail - pénitentiaire, Conseil national des barreaux, Emmaüs France, Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Ligue des droits de l'homme, Observatoire international des prisons - section française, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat national de l'ensemble des personnels de l'administration pénitentiaire - FSU, Union syndicale des magistrats.